

DOM SIGAUD EN EUROPE

Rien de tel qu'un autre archevêque pour contredire D. Hader Camara, archevêque de Olinda et Recife. C'est peut-être en raisonnant ainsi que le ditacteur brésilien se décida à confier à Don Sigaud, archevêque de Diamantina, la tâche "d'éclairer l'Europe" et de neutraliser "certains organes de la presse européenne qui mènent une campagne systématique et persistente contre notre pays".

Garrastazu Medici ne pouvait trouver un meilleur représentant. Il s'agit d'un des personnages des plus retroués et réactionnaires en vue au Brésil. En un mot, c'est le dirigeant de la T.F.P. - Société de défense de la Tradition de la Famille et de la Propriété.

Les représentants de la presse internationale qui suivaient les travaux du Concile Vatican II ont très bien connu D. Sigaud. Il se rendit célèbre par ses attaques contre le pape Jean XXIII ("influencé par les communistes") contre le Concile ("un conciliabule"), et contre le pape Paul VI ("complexé parce que sa famille avait souffert la persécution fasciste").

A Rome, Don Sigaud n'eut pas le courage de répéter ce que l'ambassade brésilienne à Rome avait publié le 11 mai de cette année, au nom du gouvernement brésilien (cf. Bulletin Telex, n° 84): "Il n'y a pas de tortures dans nos prisons. Tout comme il n'y a pas de prisonniers politiques".

L'évêque se montra plus prudent reconnaissant que "si des violences avaient été commises, ceci s'était produit lors de la période des interrogatoires, mais les condamnés ont

pas été maltraités". (O Estado de São Paulo du 14/7/70). Il admet qu'il y a des tortures, mais seulement pendant la phase de de l'interrogatoire!... qui au Brésil peut durer des semaines et des mois avant que le détenu ne puisse rencontrer quelqu'un et surtout un avocat, et bien avant d'être formellement adressé à la justice pour être condamné. En effet, ce fut la phase des interrogatoires que le journaliste Fernando Gabeira, par exemple, a été torturé. Où et comment? Immédiatement après avoir été opéré à l'hôpital militaire de São Paulo. Selon les déclarations de ce même journaliste, faites à Alger aussitôt après sa libération (il est un des 40 prisonniers politiques échangés contre l'ambassadeur allemand enlevé à Rio), les médecins qui l'opéraient ont été expulsés de la salle de chirurgie par les militaires qui vinrent le torturer à nouveau.

L'archevêque de Diamantina a achevé brillamment sa mission "d'éclaircissement" déclarant que "en fin de compte la police brésilienne est semblable aux autres. Je ne pense pas que dans d'autres pays c'est avec des bombes que les terroristes avouent!"

"MEME DANS LES VILLAGES DE NORVEGE ON DIT DU MAL DU BRESIL"

Ce qu'a surtout attiré l'attention du délégué des travailleurs brésiliens à la 54^{ème} Conférence Internationale du Travail, réalisée en Suisse sous la direction de l'Organisation Internationale du Travail (O.I.T.) fut le fait d'apprendre l'existence d'une "campagne anti-brésilienne, menée par des communistes européens et latino-américains, et aussi par des membres du clergé!"

Selon le quotidien "O Estado de São Paulo" du 2 juillet, le délégué des travailleurs brésiliens, M. Antônio Pereira Magaldi, aurait affirmé: "en Norvège et au Danemark, la campagne calomnieuse contre le Brésil touche non seulement les capitales mais même les petits villages. Des journaux d'orientation nettement communiste ou de la ligne "progressiste" de l'Eglise donnaient d'avantage d'importance aux attaques contre le Brésil qu'à la campagne de l'équipe brésilienne de football qui fut sélectionnée à Mexico. Le plus intéressant c'est que même dans des petits villages, des petits journaux publiaient des articles de Dom Helder Câmara - qui, d'ailleurs, dit être candidat au Prix No-

bel de la Paix - articles profondément négatifs pour notre pays".

Il est fort naturel que M. Magaldi se sente obligé à déclarer que les nouvelles publiées au sujet des tortures et sur le manque de liberté syndicale ne sont que des imputations mesongères, engendrées par le manque de patriotisme de quelques uns de mes concitoyens (...) contrariés dans leurs prétentions politiques par le gouvernement progressiste de l'actuel président de la République, l'éminent général E.G. Medici". Ces réactions et déclarations dénoncent clairement la situation du syndicalisme brésilien depuis 1964. En effet, deux mois après le coup d'état du 1er. avril de cette même année, M. William Doherty Jr., directeur du département des projets sociaux de l'Institut américain pour le développement du syndicalisme libre, pouvait déclarer au II Forum syndical inter-américain: "Au Brésil, sous le régime de João Goulart, nous n'avons pas eu la possibilité de travailler, c'est pourquoi nous commençons seulement à travailler en ce mois d'avril".

Effectivement, le "travail" de pénétration et de contrôle du syndicalisme brésilien par des agents nord-américains s'instaura ouvertement avec la mise en place du régime politique actuel. D'une part le gouvernement brésilien contrôla immédiatement 600 sections syndicales; la C.G.T. (Confédération Générale des travailleurs) et le Pacte d'Unité Syndicale furent dissous et leurs dirigeants poursuivis; les Ligues Paysannes subirent le même sort, et leur animateur principal Francisco Julião, fut arrêté et alors qu'il était déjà en exil, il fut condamné à plus de 20 ans de prison. De l'autre part, les initiatives d'organisations contrôlées par le gouvernement américain, destinées à mettre le syndicalisme brésilien "au service de l'Alliance pour le Progrès", se multiplièrent:

1- Du 6 au 7 juillet 1964, se tint dans l'état de Guanabara, la Conférence Nationale des dirigeants syndicaux sous les auspices de l'O.R.I.T. (Organisation Regionale Inter-Américaine des Travailleurs). A cette conférence ont participé, parmi d'autres "syndicalistes" américains, MM. Herbert Backer, attaché à l'Ambassade des Etats Unis à Rio; Andrew Mc Lellan (AFL-CIO) ainsi que le déjà présenté M. William Doherty Jr.... A cette occasion, l'ORIT parvint à ce que l'Assemblée décidât à: "Demander à l'Institut Américain pour le Développement du Syndicalisme Libre qu'il coopère avec nous pour les études pour la formation et l'exécution d'un programme de développement des syndicats au

Brésil, en particulier au Nordeste..."

Ce qui doit être cet Institut est décrit par Arnold Zack (Université de Harvard): "L'AFL-CIO a permis de créer l'Institut pour le développement du syndicalisme libre (IASDL), dont le siège est à Washington. Cet institut fut inauguré officiellement le 22 mai 1962 - la direction est composée de fonctionnaires syndicaux et d'hommes d'affaires nord-américains et latino-américain. Tout en menant à terme ses activités initiales grâce à une aide de 250.000 dollars donnés par l'AID, l'Institut espère que les programmes à venir pourront être maintenus grâce aux contributions des fondations".

2- L'Ambassade américaine à Rio publie une revue "Le Travail - leur" dans laquelle H. Backer pouvait déclarer (août 1965): "De nos jours l'Alliance pour le Progrès agit avec les syndicats brésiliens et nord-américains dans le but de rechercher des solutions pratiques et concrètes..."

3- L'Ambassade américaine imprime et distribue "le Bulletin Syndical".

4- Le "Correio Operario Norte Americano", qui est une traduction du journal de la AFL-CIO, est distribué aux sections syndicales brésiliennes.

5- L'ORIT-CIOSL édite le "Boletim Sindicalista do Brasil". Cete CIOSL (Confédération Internationale des Organisations Syndicales Libres) est, d'après la définition donnée par M. Arnaldo Sussekind, "une organisation d'origine suspecte car en réalité elle est dominée et entretenue par les syndicats nord-américains, derrière lesquels on devine le Département d'Etat". Cette déclaration fut faite par M. Sussekind (Institutions du droit du Travail, II, 347), avant, bien entendu, qu'il ait été appelé par le président Castelo Branco pour être son Ministre du Travail.

6- Les cours de formation syndicale aux Etats Unis se multiplient à partir de 1964. Le "Bulletin Syndical" donne fréquemment des nouvelles telles que celle-ci: "Hier, plus de 27 leaders brésiliens sont partis aux Etats Unis (...) Avant leur départ, les dirigeants syndicaux sont allés à l'Ambassade américaine où ils ont reçu les salutations officielles du gouverne-

ment des Etats Unis en la personne du Directeur de l' Agence nord-américaine pour le developpement international (A.I.D.)".

100.000 POLICIERS BRESILIENS SONT ENTRAINES PAR LES ETATS UNIS

Dans la note précédente, nous avons fait référence à l'A.I.D. , et à sa toute puissance au sein du syndicalisme brésilien. Nous reproduisons ici, sans aucun commentaire de notre part, un memo randum interne de l'A.I.D. - Agency for International Develop - ment - portant le cachet "Official Data":

Administration Publique et Sûreté Publique.

Projet numéro 512-11-710-070

Référence antérieure: p.28 FY 70 IA P.D.B.

BUT DU PROJET ET SON DEROULEMENT: Perfectionner les forces de sûreté fédérales et des différents états du Brésil dans le but pect de la loi et de l'ordre, dans la répression de la subver - sion: cela par l'aide au développement des ressources du Département Fédéral de la Police, ressources destinées tant à l'en - trainement et à l'assistance technique interieure qu'à la possi bilité d'un tel entrainement, et à l'assistance technique accor dée aux départements de police de chacun des états du pays. Les efforts de l'A.I.D. sont accordés en priorité à l'entrainement, dont l'assistance matérielle est limitée, pour arriver à un cer tain nombre de perfectionnements dans l'organisation, le comman do et l'opération policière. Le projet vise essentiellement la mise en oeuvre d'un service policier pour le public.

LES PROGRES ENREGISTRES JUSQU'A AUJOURD'HUI: Jusqu'en Décembre 1969, le projet de Sûreté Publique au Brésil a permis l'entrai nement local de plus de 100.000 membres des polices fédérale et des différents états du Brésil. Par ailleurs, 523 personnes fu rent entraînées aux Etats Unis. Parmi les réalisations les plus importantes du projet, on note: la construction, l' équipement et le développement de la faculté, des cours et du personnel te chnique de l'Academie Nationale de la Police, du Centre Natio - nal de Télécommunications, des Institus Nationaux de Criminolo gie et d'Identification. Tous fonctionnent pour les département policiers de tout le pays. Le projet a permis aussi une expan -

sion sensible des moyens de communication policières, en construisant et en installant des équipements fixes et mobiles qui facilitent les communications et entre Brasilia et n'importe quel autre Etat et entre les Etats. Un perfectionnement notable a pu être réalisé quant à la mobilité de la police, cela en utilisant surtout des véhicules fabriqués au Brésil. Les contributions des polices brésiliennes s'élèvent à plus de 25 millions de dollars destinés aux constructions, aux fournitures et aux dépenses.

LE PROGRAMME POUR FY 1970: Les changements pour la mise en oeuvre du programme, commencés en 1969, seront poursuivis: on donnera plus d'importance au renforcement du Département Fédéral de la Police, aux efforts entrepris pour développer les institutions policières nationales, en particulier de l'Académie Nationale de la Police et le Centre des Télécommunications, qui fonctionnent pour la première année. L'expansion du réseau des télécommunications, l'augmentation du nombre de véhicules seront réalisés en accordant une attention toute spéciale au développement et à l'amélioration des services d'entretien et de réparation.

LES TECHNICIENS AMERICAINS: 13 policiers de la Sûreté Publique signeront un contrat directement et travailleront avec les polices fédérales et de chacun des Etats du Brésil pendant FY 1971.

LES PARTICIPANTS: un entraînement de courte durée pour 80 officiers de la police et de l'Armée brésilienne, l'entraînement dispensé essentiellement par l'Académie Internationale de la Police, Washington D.C.

LE MATERIEL: l'équipement de télécommunications, les équipements d'entraînement et d'enquête, équipements non encore fabriqués au Brésil seront fournis.

COUT EN DOLLAR: 8.245.000,00 - 7.562.000,00 ont déjà été utilisés.

APOLONIO DE CARVALHO PARLE DE LA MOBILISATION POPULAIRE ET DE
L'UNITE D'ACTION AU BRÉSIL.

Apolonio de Carvalho est un vieux combattant. Ayant pris part au soulèvement communiste de 1935 au Brésil, il fut expulsé de l'Armée, où il servait comme officier d'artillerie. Il servit dans l'Armée Republicaine Espagnole et ensuite dans la Résistance Française luttant contre l'occupation nazi. Membre du Parti Communiste brésilien depuis 1937, il le quitta en 1967 avec Marighella et d'autres dissidants. Un an plus tard, Mario Alves et lui fondèrent le Parti Communiste Brésilien Brésilien Révolutionnaire qui simultanément avec d'autres organisations qui se formaient, se lança dans la lutte armée contre la dictature et l'imperialisme.

Arreté le 13 janvier 1970, il fut soumis 36 heures durant à des tortures sauvages puis laissé dans un isolement complet jusqu'au mois de juin, où il fut libéré en même temps que 39 autres détenus politiques, échangés contre l'ambassadeur allemand. Sa belle-fille et ses deux fils (l'aîné de nationalité française) continuent en prison.

Le document qui suit fut rédigé spécialement par Apolonio de Carvalho pour être publié par le Front Brésilien d'Information.

La violence est la seule réponse

En prenant le chemin de la lutte armée, les forces populaires ne font pas une option gratuite. La violence n'est pas seulement la seule réponse au régime de terreur qui, depuis 1964, a fermé toutes les issues pacifiques et légales. Elle est aussi une imposition du régime politique en vigueur depuis presque un siècle, de la guerre civile larvée et chronique que les classes possédantes mènent contre le peuple. En effet, les brésiliens s'alignent entre les populations plus pauvres et exploitées du monde. Le Brésil occupe la 16ème place en ce qui concerne la santé publique et la 50ème par rapport au

bien-être du peuple et à la rente per capita. L'espérance de vie oscille entre 40 et 50 ans, mais seulement 4,3% de ses habitants atteignent 60 ans; dans certaines régions les moins de 20 ans constituent 75% de la population totale. La mortalité infantile est en moyenne de 112 pour mille, mais atteint 722 dans la vallée du Jéquitinhona et 850 à Fortaleza. Il y a 60% d'analphabètes, 4 millions de personnes atteintes par la maladie de Chagas, 8 millions de déficients mentaux. La rente moyenne per capita ne dépasse pas 300 dollars par an; toutefois, 50% de la population (45 millions d'habitants) ont une rente moyenne inférieure à 130 dollars, tandis que 1% (900 mille) jouissent d'une rente supérieure à 6.500 dollars. C'est comme on voit, une réalité sociale marquée par des contrastes profonds.

A la campagne, 2,2% des propriétaires possèdent 50% des terres les plus fertiles tandis que 12 millions de travailleurs n'en possèdent pas. Les propriétaires constituent seulement 22% de la population active (3,4 millions sur 15,5 millions) et, parmi eux, 60% ne possèdent que des minifondia insuffisants pour leur subsistance. Dans les villes, 3,5 millions d'ouvriers de l'industrie et des transports assurent aux monopoles et aux grands capitalistes des bénéfices qui varient entre 15 et 1.500 pour cent sur le capital. Néanmoins, leurs syndicats restent toujours sous le contrôle de la police et leurs partis politiques sont depuis un demi-siècle condamnés à l'activité clandestine, leurs conquêtes sociales sont reconquises mais pas appliquées. Malgré le développement de la technique dans certaines régions, la main-d'oeuvre est vilement payée: l'ouvrier français gagne en une heure autant que son collègue brésilien en 20 heures de travail épuisant, soit dix journées et demie; dans une demi-heure, le salaire d'un ouvrier allemand équivaut au salaire mensuel d'un ouvrier de Rio de Janeiro (*). La politique économique et financière officielle est un autre instrument d'exploitation: entre 1958 et 1970, le coût de la vie a monté, rien qu'à São Paulo, de 100 à 7.831. Pendant ce temps, le salaire n'a atteint que 2.610, soit 36% de sa valeur réelle antérieure.

A partir de 1964, la dictature militaire aggrave ce tableau chronique de violence. Les dernières libertés sont supprimées

*- Selon les données de Serge Birn, technicien américain en questions d'organisation du travail.

ainsi que la façade de démocratie représentative, l'autonomie Universitaire, le principe fédératif, l'autonomie du Pouvoir Judiciaire mutilé dans sa sphère d'action et privé du droit d'accorder l'habeas corpus. La constitution est réduite à la condition de loi mineure et placée sous la tutelle de lois scélérates comme la Loi de Sécurité Nationale. La dictature adopte une philosophie de gouvernement copiée servilement au Département d'Etat: la menace constante d'une nouvelle guerre entre les deux systèmes politiques et sociaux existants; le travail de sape de chaque système à l'arrière garde du système opposé tant que cette nouvelle guerre ne se déclenche pas; et, par conséquent, la nouvelle conception de sécurité nationale qui place les frontières idéologiques au-dessus des frontières géographiques et politiques. Cette philosophie est à l'origine de la nouvelle mission des forces armées, dégagées des tâches de la défense de la souveraineté nationale pour celles de répression aux masses populaires à l'intérieur du pays. Partant de cela, les luttes pour la démocratie, pour la souveraineté nationale, sont assimilés à l'ingérence d'une puissance étrangère et les revendications populaires se confondent avec la trahison nationale. Le peuple est mis à marge de la vie politique, réduit à un corps étrange dans sa propre patrie, placé hors-la-loi.

Tous les privilèges aux privilégiés

Ce caractère anti-populaire de la dictature n'a de parallèle que son contenu anti-national. L'"entreguisme" chronique et mal camouflé revêt des formes ouvertes et exacerbées. Dès avril 1964, la loi qui réduisait timidement la remise des profits à l'extérieur est révoquée. Les monopoles élèvent ainsi l'exportation de leurs bénéfices de 200 millions de dollars en 1963 à près de 600 millions en 1966; l'"Accord de Garantie d'Investissements" assure aux entreprises américaines des droits d'extraterritorialité; le relevé aérophotogrammétrique du territoire par la force aérienne des Etats Unis livre les secrets de nos richesses naturelles et de la défense nationale; parallèlement, des citoyens américains achètent 200 mille kilomètres carrés de terres dans le Centre et le Centre-Ouest du pays; la Bond and Share vend au gouvernement à des prix exorbitants des entreprises devant revenir par droit au patrimoine national (comme l'Amforp) et lui achète en contre

partie à des prix irrisoires, des entreprises florissantes (comme l'Acésita). Le monopole d'Etat du pétrole est maintenu seulement dans les secteurs les plus onéreux - la recherche et l'extraction. La "Petrobras" partage le secteur de raffination avec des entreprises privées et livre aux monopoles (Esso, Schell, Atlantic, Gulf Oil-Ipiranga et Texaco), le secteur le plus rentable de la distribution ainsi que le secteur de la pétrochimie (Union Carbide et Philips Petroleum). En même temps, les dépenses militaires montent de 338 milliards de cruzeiros en 1964 à 3.000 milliards en 1969 et le milieu circulant augmente de 1.000 pour cent dans la période de 1964-1970. L'accord militaire Brésil-Etats Unis réduit nos forces armées à la condition d'instruments de la politique d'agression nord américaine, comme ce fut le cas de la République Dominicaine en 1965. Le gouvernement se targue de réaliser une réforme agraire qui n'a fait que rendre à des propriétaires fonciers les quelques propriétés expropriées avant 1964 par la SUPRA. Il évite d'approfondir l'analyse des sécheresses en évitant le problème des latifondias bénéficiés en permanence par l'eau des grands réservoirs et réseaux d'irrigation construits par l'Etat, tandis que 300 mille paysans pauvres sont obligés de quitter leurs terres calcinées et de s'employer au travail forcé des chantiers publics pour un salaire misérable de 2 cruzeiros par jour (l'équivalent à U.S.\$ 0,40, 25% du salaire minimum à Rio et São Paulo).

Notre peuple n'a par conséquent rien à attendre des classes dominantes qui ont jeté bas les drapeaux de la liberté, des traditions populaires et de l'intérêt national. La violence organisée des masses populaires est ainsi la seule issue laissée ouverte par la violence officielle. C'est la perspective d'une guerre du peuple, longue et difficile.

La lutte ne fait que commencer

Certes, la guerre populaire se traduit encore, au stade actuel, par l'action des avant-gardes révolutionnaires. La participation active de la population laborieuse croîtra néanmoins dans la mesure où le développement de la lutte ouvrira chemin à de nouvelles formes de défense et d'attaque, vu que les formes traditionnelles liées à la pression pacifique des masses sont déjà dépassées et hors-la-loi. Il est vrai que l'absence de rapports plus étroits entre les organisations armées et les masses populaires constitue le point faible du

mouvement révolutionnaire brésilien. Elle n'arrive pas, toutefois, à constituer une impasse. Elle correspond, comme conséquence naturelle, au niveau déjà atteint par la lutte de classes dans notre pays.

En effet, la lutte armée est menée il y a à peine deux ans. Dans cette courte période, ont été créés des organisations révolutionnaires suffisamment fortes pour faire face à la violence de la répression officielle et pour démontrer la nécessité et la possibilité de la résistance armée à la dictature militaire. Maintenant, elle commence à esquisser concrètement la voie nationale de son développement. Des formes nouvelles d'organisation pour la guerre de guerrilla sont adoptées: la pratique armée et l'activité clandestine sont définies comme condition d'affirmation et survivance des organisations révolutionnaires; l'action armée est liée progressivement à un contexte politique global; l'unité d'action commence à être mise en pratique pour des objectifs communs et suivant des plans élaborés en commun. Dans l'action, de nouvelles formes de défense et d'attaque ont été développés. Les actions de récupération correspondaient au caractère national de la lutte, menée sans aucune influence ou aide extérieures, et visaient le secteur des grandes banques et des compagnies d'assurance étroitement liées aux monopoles internationaux. Les détournements d'avions étaient la riposte à la pression de la dictature sur les ambassades pour rendre impossible le droit d'asile; l'enlèvement de personnalités constitue la réplique nécessaire à la menace croissante et multiple que la chasse aux suspects et les tortures faisaient peser sur la vie des combattants révolutionnaires. Ces pas en avant s'accompagnent de l'élaboration d'une stratégie commune basée sur la réalité nationale, ayant dans la guerrilla urbaine sa base de départ et dans la guerrilla rurale, le maquis, la forme principale et la plus élevée de coordination des forces révolutionnaires, de mobilisation populaire et de création de l'armée populaire révolutionnaire. Cette stratégie combine de façon permanente l'action armée dans les villes et à la campagne.

La mobilisation populaire

Ces progrès réels n'ont pas été accompagnés, toutefois, de l'effort parallèle de mobilisation des masses populaires. Jusqu'en 1968 les grèves et les manifestations de rue n'avaient pas encore un contenu révolutionnaire. Le niveau atteint alors par

la répression rendrait évident qu'elles ne seraient possibles qu'en étroite liaison avec la lutte armée, comme partie d'une stratégie globale. Ainsi la vie imposait aux organisations révolutionnaires la recherche et la définition de nouvelles formes de défense et d'attaque aussi en ce qui concerne les luttes de masses en général.

Le mouvement populaire a cherché en conséquence à s'adapter aux nouvelles conditions. De nombreuses actions montraient que à l'offensive des forces de répression ne devait pas correspondre l'inertie des mouvements de masses. Il s'agissait, au contraire, d'adopter des formes nouvelles capables de combiner la mobilisation des masses et la lutte armée. L'instrument initial trouvé furent les Organisations Indépendantes de Masses. Elles assuraient la possibilité de maintenir une organisation permanente dans les plus larges secteurs. Elles s'appuyaient sur une ligne politico-militaire qui loin d'admettre la substitution des organisations de masse par les organisations de l'avant-garde armée, appelaient au contraire à leur combinaison étroite et croissante.

Le développement de la lutte devrait amener en 1969 à d'autres formes de liaison entre les organisations révolutionnaires et la population: la propagande et l'agitation politique armées. L'occupation d'usines, de gares, banlieues, facultés - et, à l'avenir, de fermes et villages - accompagnée de l'explication des objectifs révolutionnaires, de la dénonciation des crimes de la dictature, du débat des problèmes locaux et de leur solution à court et à long terme, doit constituer un facteur considérable de confiance dans le processus révolutionnaire. Toutefois, il a et continuera à avoir, pendant un certain temps, un caractère sporadique et une influence directe limitée aux lieux d'action. Une participation active et consciente des masses populaires exige la capitalisation politique quotidienne et continue de ces actions révolutionnaires et l'expérience politique des masses locales elles mêmes sur les possibilités concrètes de déchainement de la lutte pour leurs intérêts et revendications, en étroite liaison avec les programmes des organisations d'avant-garde. Cela requiert aussi une action politique quotidienne et permanente à l'intérieur des locaux de travail et d'étude. L'instrument de mobilisation ne peut plus être constitué par les organisations légales et traditionnelles utilisées ou neutralisées par la dictature, mais par des

organisations autonomes dont le centre de gravité est l'usine, la ferme, la faculté, le lycée. C'est l'expérience des organisations indépendantes de masses (O.I.M.) esquissée à Minas en 1968, et capitalisée tout de suite après Osasco, sous des aspects nouveaux et utilisant les ultimes lidérances révolutionnaires subsistantes dans les syndicats. Cette expérience s'est propagée du mouvement ouvrier au milieu universitaire et aux usines de canne à sucre, comme première escale à la campagne.

Dans son activité clandestine, les O.I.M. ont un moteur, le noyau d'avant-garde formé par les organisations révolutionnaires, soit isolément, soit en front uni élargi aux liderances indépendantes de la masse locale, là où celles-ci sont déjà gagnées pour l'action révolutionnaire.

Le marxisme-leninisme nous enseigne que la construction du parti politique de la classe ouvrière ne doit pas être comprise, en aucun moment, comme une entrave à l'action révolutionnaire des avant-gardes des masses. En modifiant, rigoureusement, à travers l'expérience quotidienne, sa structure et ses formes d'organisation, et même sa conception antérieure des méthodes de direction et de travail (le combat à la bureaucratie, à la centralisation excessive, l'encouragement à une large initiative des cadres et des bases, la supériorité de la conception antérieure des formations militaires comme le bras armé du Parti, la combinaison étroite entre la théorie et la pratique); et en combinant ainsi le contenu représenté par les principes leninistes avec des nouvelles formes et méthodes, le P.C.B.R. (Parti Communiste Brésilien Révolutionnaire) cherche à assimiler les caractéristiques d'une organisation politico-militaire qui voit dans la lutte armée la forme principale de la lutte de classes et la condition concrète de la marche en avant vers la dictature du prolétariat, condition essentielle pour la construction du socialisme. De cette façon, le P.C.B.R. pense apporter pour la grande avant-garde révolutionnaire de l'avenir une contribution basée sur une expérience concrète et effective.

Certes, le bilan d'activité des O.I.M. est encore modeste: il correspond, toutefois, au niveau de l'expérience politique en cours dans chaque lieu de travail et d'étude. Dès maintenant, il peut être mesuré par des actions partielles aux usines, aux facultés et aux lycées - et, plus particulièrement à la campa-

gne par l'action continuelle et dans une certaine mesure planifiée d'incendie des plantations de canne à sucre.

Ces actions de caractère politico-militaire, basées sur un appui armé croissant, allient à leur signification économique (garantie de travail et moins de difficulté dans son exécution), un contenu bien clair de classe et de lutte de classe et l'apport d'une nouvelle forme d'organisation capable de mobiliser une partie sensible de la population locale pour des formes de lutte étroitement liées à la lutte armée, en particulier, à la guerrilla locale. A leur côté, les assauts aux "barracôes" (postes de vente aux mains des propriétaires fonciers) des usines marquent, eux-aussi, un genre plus haut d'action collective. Ainsi s'esquisse la combinaison de l'effort de mobilisation des masses locales avec la tactique de la guerrilla locale - appelée à être une forme particulièrement importante de la lutte armée à la campagne et instrument de préparation active de cadres et combattants visant à la forme supérieure et décisive de la guerrilla rurale.

Les O.I.M. se révèlent, ainsi, une expérience positive de liaison entre les masses populaires et les organisations armées, visant à une authentique guerre du peuple. Cela exige, en plus, de la recherche continuelle de nouvelles formes d'action révolutionnaire sur les lieux de travail, la définition d'un programme politique précis reflétant les intérêts profonds des masses populaires et l'intérêt nationale; et d'une stratégie militaire aussi précise et cohérente.

Ces progrès, déjà accomplis en bonne mesure, aideront chaque jour d'avantage à mobiliser l'énorme potentiel révolutionnaire représenté par la classe ouvrière (4 millions d'ouvriers industriels et salariés ruraux permanents et 1 million de travailleurs des transports, plus 4 millions de salariés agricoles temporaires, condamnés au chômage ou au nomadisme dans toute une moitié de l'année). C'est un travail que l'influence réformiste et le paternalisme des classes dominantes rendent encore difficile. Mais il s'impose comme tâche essentielle si on tient compte que le prolétariat est non seulement une des forces fondamentales de la révolution brésilienne, mais a un rôle déterminant à jouer par sa condition de créateur des richesses et sa concentration massive dans la haute industrie (rien que São Paulo compte près de 150 usines de plus de

1.000 ouvriers et des dizaines d'entreprises de plus de 5.000) par sa force organisée selon le processus de production lui-même, sa doctrine sociale scientifique, sa capacité de mener la lutte révolutionnaire jusqu'au bout.

Ces progrès aideront aussi à la mobilisation progressive d'une autre force révolutionnaire fondamentale: le grand contingent formé par 6 millions de paysans sans terre (metayers, fermiers à bail, "colonos" et d'autres) et 2 millions de paysans pauvres réduits à la condition de semi-salarié, vu que leurs lopins ne suffisent point à leur propre subsistance.

L'incorporation gradative du prolétariat et de la paysannerie à la lutte révolutionnaire (où les forces de guerrilla rurale, locale et urbaine auront chaque jour un rôle plus haut à jouer) se reflétera particulièrement dans les centres urbains où l'apport de l'intellectualité peut être avalié par sa participation actuelle dans la lutte et dans les organisations révolutionnaires; et par la contribution que sont appelées à donner les classes et couches moyennes dans leur ensemble, en particulier les masses étudiantes: 250 mille universitaires, quelques millions d'élèves des lycées et des écoles technique, dont la majorité accumule la double caractéristique d'étudiants et de travailleurs salariés. Ainsi se concrétiseradans l'action, sous des formes nouvelles et des bannières révolutionnaires, l'liaison organique entre la lutte armée et les luttes de classes dans notre pays.

Le P.C.B.R. lutte pour l'unité d'action

Une condition essentielle dans ce sens est l'unité des organisations révolutionnaires, d'abord sur le terrain tactique, d'après des plans communs, mais dès maintenant à l'appui d'une même stratégie politico-militaire.

L'unité d'action déjà en cours entre plusieurs organisations armées, respectées leur autonomie organique et structurelle, doit être intensifiée et généralisée. A l'unification des instruments d'information et de répression de la dictature et à l'institutionnalisation de leur tactique de terreur contre le peuple, les organisations armées sont appelées plus que jamais à opposer une unité d'action solide et croissante et leur vision commune des buts stratégiques et du développement

de la lutte armée elle-même.

C'est là non seulement la garantie fondamentale de victoire de la guerre du peuple, mais aussi l'exigence et le gage sûr de la confiance des forces révolutionnaires à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Notre P.C.B.R. déploiera toutes ses forces pour donner à l'accomplissement de cette tâche un apport efficace et croissant.

APOLONIO DE CARVALHO
Parti Communiste Brésilien Révolutionnaire.

UN COUPABLE POUR L'AFFAIRE HANSEN ENFIN DECOUVERT.

Olavo Hansen était membre du Syndicat des Chimistes de Santo André, Etat de São Paulo. Il prenait part aux commémorations du 1er mai lorsqu'il fut arrêté. Son corps, complètement défiguré, fut retrouvé dans un terrain vague 9 jours plus tard.

Plus de 25 syndicats eurent le courage de protester. L'un d'eux publia le communiqué suivant :

- "Le Syndicat des Employés de Banques de S.Paulo, considérant:
- 1) que la réunion de 10 syndicats de S.Paulo pour commémorer le 1er mai représentait la nécessité objective de l'union des travailleurs pour la conquête de ses revendications de même que nous autres, employés de banques, nous sommes réunis ici pour examiner les problèmes relatifs à notre syndicat et aux travailleurs en général.
 - 2) que cette manifestation se déroula de forme pacifique et dans un climat d'harmonie total.
 - 3) que l'arrestation de 19 compagnons qui s'y trouvaient présents eu lieu d'une manière arbitraire, semée de menaces de prison envers un dirigeant syndical qui tentait contenir les policiers. Ces faits furent communiqués au Président de la République le 4.5.70.
 - 4) que postérieurement, d'accordance avec la déclaration du député Franco Montoro faite de la tribune de la Chambre Fédérale, le travailleur Olavo Hanses fut appelé à déposer et

revint à sa cellule dans un état physique lamentable.

5) que plus tard encore le cadavre du compagnon Olavo Hansen fut trouvé par la police le 9.5.70 et la famille n'en fut informé que 4 jours après.

6) que le jour même de la communication de la découverte du cadavre du compagnon Olavo Hansen, le 13 mai, les syndicats ayant participé de la commémoration du 1er mai se réunirent pour discuter au sujet de la mort du compagnon, et des conclusions furent adressées le jour suivant au délégué régional du travail à S. Paulo.

7) que le 15.5.70 deux Fédérations, et entre elles celles des employés de banques ainsi que 21 syndicats, se réunirent, rédigèrent, signèrent et remirent au Président de la République députés, autorités locales, autorités nationales et à la presse le texte d'un télégramme dans lequel s'exprimait la crainte des leaders syndicaux et des travailleurs en général au sujet de l'événement et la demande de mesures rigoureuses propres à mettre la lumière sur cette affaire.

adresse au Président de la République, aux ministres du travail justice et éducation, aux ministres du Suprême Tribunal Fédéral, du Tribunal Supérieur Militaire, aux leaders de la Chambre et du Sénat, à l'Ordre des Avocats du Brésil, aux députés Franco Montoro et Cantidio Sampaio, à l'Organisation Internationale du Travail, au Conseil National des Evêques du Brésil, au Gouverneur de l'Etat, aux secrétaires de la justice et du travail, à l'Association Brésilienne de Presse ainsi qu'aux principaux journaux du Brésil et agences internationales le communiqué suivant:

"Nous, employés de banques, réunis dans cette VIII convention Inter-Etats d'Employés de Banques de S. Paulo et Mato Grosso, joignons nos protestations à celles de la famille du compagnon Olavo Hansen et à celles des autres travailleurs parce que nous trouvons que la forme arbitraire de l'arrestation et postérieurement la mort du compagnon Olavo Hansen constituent une violation chocante des droits de l'homme, dans la Constitution du Brésil et dans la propre CLT pour ce qu'est des libertés individuelles d'opinion, de participation, libertés syndicales et le propre droit à la vie. Nous demandons aux autorités brésiliennes l'application de mesures nécessaires à la découverte des responsables."

Jusqu'à ce jour les autorités brésiliennes prirent les trois mesures suivantes:

1) Le député Franco Montoro, au nom de "l'opposition" deman-

da en un discours prononcé le 21 Mai la convocation urgente du Conseil de Defense des Droits de la Personne Humaine afin que des garanties puissent être données aux 18 travailleurs arrêtés en même temps que Olavo Hansen lors de la commémoration/ du 1. Mai.

2) Le gouverneur de l'Etat de S. Paulo determine, a la fin du mois de mai, l'ouverture d'une enquête à la Sureté afin de / mettre en évidence les causes de la mort du travailleur Olavo Hansen. Le rapport du médecin-legiste donnait ces causes comme "indeterminées".

3) Arrestation d'un médecin. Le journal "O Estado de Sao Paulo" publia sous ce titre, le 24 juillet, un article déclarant que "l'avocate Eni Raimunda Moreira" portait plainte au Conseil / de Defense des Droits de la Personne Humaine contre l'arrestation du Docteur Primo Alfredo Bran den Muller, directeur de l'hôpital das Clinicas de S. Paulo. Ce médecin fut arrêté jeudi dernier à S. Paulo et transféré à Rio. Il se trouve enfermé à la Police de l'Armée et à la disposition des autorités militaires.

Le Docteur Bran den Muller est accusé d'avoir réuni des documents suffisants (rapports, procès verbaux etc.) pour prouver / que la mort du leader syndical Olavo Hansen fut provoquée par des actes violents, empoisonnement inclus.

"Dites à vos concitoyens que ce que nous cultivons dans cette partie de l'univers c'est la Liberté. Pas un homme, pas un être humain qui ne jouisse sur cette terre de cette liberté à laquelle il a droit" - paroles du Président Medici aux participants du Premier Colloque International de Droit Romain, Langue et Literature Latine.

LE "A I D" ET LA POLICE BRÉSILIENNE

Le journal "O Estado de S. Paulo" du 24 juillet dit ce qui / suit: "La Police achete un ordinateur électronique. Un appel / d'offres a été fait pour l'acquisition d'avions et d'hélicoptères. Une Académie de Police a été montée à la Cité Universitaire. On augmente les effectifs pour arriver au double de ce qui existait en 1966".

Cette nouvelle est particulièrement significative pour ceux qui ont lu l'article publié dans ce numéro (page 5: "100.000 policiers entraînés par les Etats Unis").